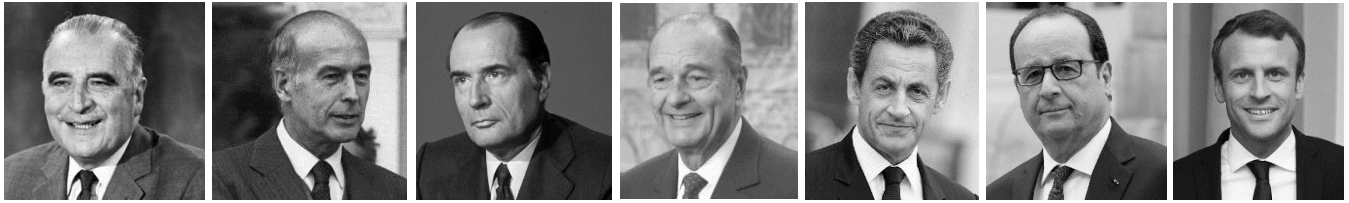


ILS ONT TUÉ LA FRANCE



G. Pompidou
(1969-1974)

V. Giscard-d'Est.
(1974-1981)

F. Mitterrand
(1981-1995)

J. Chirac
(1995-2007)

N. Sarkozy
(2007-2012)

F. Hollande
(2012-2017)

E. MACRON
(2017-2022)

Comme ils ont l'air chous et sympas sur la photo, nos sept derniers Présidents de la République !... Vous ne trouvez pas ? On leur donnerait le Bon Dieu sans confession. Sauf... Sauf que dans une société normalement constituée, ils auraient déjà relevé du peloton d'exécution, peut-être de la guillotine, qui sait ? Peut-être du gibet, de l'estrapade, de l'écartèlement, du bûcher, ou tout autre accompagnement de fin de vie pour forfaiture et haute trahison.

Mais les choses étant ce qu'elles sont dans la France républicaine, nos sympathiques Présidents de la République estiment qu'ils n'ont aucun compte à rendre au peuple Français. Et de toute évidence, le peuple français s'en trouve fort aise : il ne réclame jamais de comptes ! Nos sympathiques Présidents pourront continuer à le trahir, à l'humilier derrière son dos, pourquoi se plaindrait-il puisque tout va bien ? Nos sympathiques Présidents pourront se succéder, continuer à lui mentir, à le rouler dans la farine, pourquoi rendre des comptes à un peuple à qui on ne demande jamais son avis ? La vie est belle pour nos sympathiques Présidents... Jusqu'au jour...

*

Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande, Macron, doivent être clairement désignés comme les responsables de la mise en danger de la nation française et de son démantèlement programmé. Les deux premiers sont responsables d'avoir pris 4 décisions fatales à notre pays, 4 lois fondamentales à l'origine de la descente aux enfers qu'il connaît depuis Mai-1968.

- 1) Loi antifranaçaise Pleven du 1^{er} juillet 1972 présentée comme loi soi-disant antiraciste (antiraciste = antifranaçais de souche).**
- 2) Loi dite Pompidou-Rothschild du 3 janvier 1973 à l'origine de la dette abyssale de la France et de l'aliénation de l'État à la Haute finance internationale.**
- 3) Loi Veil du 17 janvier 1975 sur l'avortement génocidaire du peuple français.**
- 4) Loi du 26 avril 1976 sur le regroupement familial des immigrés, à l'origine de la submersion migratoire.**

Noter l'extraordinaire concomitance des dates prouvant, de la manière la plus manifeste, que l'on a effectivement affaire à un plan organisé et prémédité : il faut vite détruire la France, mettre tous les moyens en œuvre... Vite ! Vite !... 4 lois mortifères en 4 ans ! Et encore, 1974 est l'année de la mort de Pompidou.

Noter également que la loi sur le regroupement familial des immigrés est en fait un décret : la loi Veil ayant été votée l'année précédente, pour ne pas ouvrir un nouveau grand débat sociétal autour d'une loi favorable à l'immigration qui aurait pu traumatiser une grande partie des électeurs Français, de droite comme de gauche à l'époque, le tandem Giscard-Chirac utilisera la voie du décret : ni vu, ni connu, je t'embrouille ! Les vannes de l'invasion migratoire étaient grandes ouvertes... On ferme le robinet des naissances autochtones qui assèche d'un côté ; on ouvre le double robinet, celui des intrusions invasives et celui des naissances allogènes qui fait le plein de l'autre : simple principe des vases communicants.

*

Les Chefs d'État successifs n'ont eu qu'à mettre en œuvre la pleine généralisation de ces lois anticipatives dont l'aboutissement conduit à la disparition progressive de la France en tant que nation, avec la mise en place d'un arsenal de lois répressives, et de tout un ensemble de dispositions administratives et

juridiques tendant à renforcer leur application, comme la loi antifrançaise Fabius-Gayssot (1990), ou des dispositions communautaires comme la suppression des frontières intérieures et extérieures de l'Europe (espace Schengen – 1985), ou encore l'évolution du code de la nationalité favorisant la submersion migratoire en actant l'immigration de fait, quelle qu'en soit la cause et l'origine.

Déjà, Sarkozy ne s'était pas caché et avouait ouvertement le programme, en affirmant que la France devait aller vers le Nouvel Ordre Mondial, que son avenir était dans le métissage de la population, et que si celle-ci se montrait réticente, il faudrait l'imposer par la manière forte ; c'est le même Sarkozy, lequel se plaçant délibérément au-dessus du peuple français, osera affirmer que « français de souche » est une expression qui doit disparaître. Ses successeurs, Hollande et Macron, ne feront plus référence au Nouvel Ordre Mondial, ni à ce type de langage ; ils se contenteront d'imposer les changements sociétaux par la dictature du fait accompli : c'est comme cela et pas autrement ! Exécution !...

Non seulement ces pseudos élus de la République ont trahi le peuple français, qu'ils sont censés représenter en tant que garants de son unité et de son intégrité, mais en moins de cinquante ans ils ont détruit tous les fondamentaux de notre civilisation millénaire au profit de politiques à courte vue purement électoralistes ; non seulement ils ont sali, souillé, humilié, avili, notre pays, et le font crouler sous les impôts et taxes, mais, soumis à l'imperium de la Haute finance internationale, ils ont endetté l'État pour des générations, et vendent la France aux intérêts étrangers par pans entiers ; ils l'ont soumise à l'insupportable domination supranationale de l'Union Européenne, celle-ci se révélant le cheval de Troie de l'impérialisme américano-sioniste en Europe.

À cause d'eux, la France est devenue un cauchemar à vivre pour les Français, qui ne se reconnaissent plus dans leur pays ; ceux-ci sont de plus obligés de subir une insécurité civile et sociale jamais atteinte à ce jour : violence généralisée, rabaissement intellectuel, moral et spirituel de la société, triomphe et arrogance de l'argent-roi, atteinte permanente aux biens moraux, physiques et matériels de nos compatriotes, transformation de la Police Nationale en police politique d'État, dérive de l'autorité judiciaire en pouvoir politique... Ils ont fait de la France un véritable cloaque civilisationnel, qui tient plus de la Cour des Miracles ou du roi Pétaud que d'une société civilisée digne de ce nom et de sa longue Histoire.

Le personnel politique de la République dite « française », derrière le rideau menteur des idéologies, n'est qu'une coterie de carriéristes trop souvent incompetents, davantage à l'écoute des puissances occultes qui gouvernent le monde, des lobbies et autres groupes de pressions, qu'à représenter leurs électeurs — électeurs qu'ils trompent et trahissent avec la même désinvolture à chaque élection. Dépourvus d'envergure intellectuelle, morale, et de tout sens des responsabilités, ils sont sans honneur, sans dignité ; le dernier des dealers de bas quartiers à plus de mérite qu'eux : lui, il risque sa vie ou la prison ; eux, qui bénéficient outrageusement de leurs privilèges régaliens, en profitent pour organiser le racket fiscal du citoyen-contribuable afin de maintenir le système en place.

Jean-Louis OMER, *Fondateur de Force Française*

Le point de départ de cette analyse étant Mai 68, faut-il inclure de Gaulle dans la galerie ? Pour résumer, de Gaulle c'est 50/50 de bonne et mauvaise part. La mauvaise part est très mauvaise : d'abord le lâchage en rase campagne de l'Empire colonial français dans des conditions honteuses et désastreuses ; puis, entre autres, l'introduction des communistes dans l'appareil d'État, particulièrement en élevant le déserteur, saboteur et traître, Maurice Thorez, au rang de ministre d'État, ministre de la fonction publique, après de sombres tractations entre de Gaulle, chef du Gouvernement provisoire, et Staline. De ce Thorez naîtra, en 1946, le fameux statut du même nom (renforcé en 1983 par un autre communiste, Le Pors), qui, 70 ans après, fait de la fonction publique française une monstruosité étatique, unique dans le monde occidental, et de l'État français un État cryptocommuniste.

*

Notre combat politique :

1) Abolition de la République

2) Instauration du référendum national d'initiative populaire

Pour en savoir plus

Force Française

www.forcefrance.info